

**KAKUSZINÉ KISS Gabriella:**

## **LA LAÏCITÉ FACE AUX CONTRAINTES SOCIO-ÉCONOMIQUES SDF, ÉGLISE, ÉTAT ET ASSOCIATIONS CARITATIVES.**

### **Introduction**

De nos jours, on peut observer, dans la société française, une misère de plus en plus criante. Une des manifestations les plus typiques de ce phénomène est l'homme à la rue. Leur nombre croissant, la gravité de leur problème et l'incapacité de le traiter, tout cela saute aux yeux. On rencontre les Sans domiciles fixes (SDF) n'importe où et n'importe quand, on assiste à une multiplication des organes de presse SDF et le thème de la misère extrême est devenu partie intégrante des débats politiques. La présence inquiétante de ces phénomènes est accompagné du sentiment général que la sortie de la crise ne se fera pas par des remèdes miracles. On assiste de même à la fin des institutions et à la diminution des prestations sociales caractéristiques de l'état providence.

S'il est bien évident que cette crise est loin d'être la première, elle possède cependant des particularités: d'une part, sa durée exceptionnellement étendue, d'autre part, l'impossibilité de la société civile d'absorber son trop-plein de misère.

Ce travail se concentre sur un problème particulier, celui des SDF. Nous nous attacherons à décrire leur situation, à mettre à jour les processus qui entraînent la mise à la rue ainsi que les causes ultimes de ce phénomène.

Par la suite, nous nous consacrerons à l'étude des solutions apportées à ces graves problèmes et à la mise en valeur du fait que ce sont essentiellement des organisations religieuses qui prennent en charge la population marginalisée alors que, dans la tradition française, cela relèverait de la compétence de l'État.

La mise en valeur des sources d'un conflit potentiel entre l'Église et l'État, résultant d'une nouvelle redistribution des tâches, suppose la

prise en compte, dans une optique socio-historique, des changements en matière de distribution des compétences entre l'Église et l'État.

Dans un deuxième temps, nous examinerons les ressources idéologiques de l'Église qui doit subvenir aux besoins des populations touchées par la fin de l'état providence. Un accent particulier sera mis sur les composantes sociales du concile Vatican II ainsi que sur les sources potentielles de conflit entre l'Église et l'état républicain.

A travers cette approche pluridimensionnelle, nous nous proposons de réfléchir à l'état de la laïcité en France. Fondement de l'état républicain, il est temps de se demander si les pratiques sociales issues de la crise ne vont pas contribuer à modifier sensiblement ce concept.

### **1. Rôle et fonction des associations caritatives face à l'apparition et aux caractéristiques des "sans domiciles fixes"**

On assiste dans les années 80 à une perte de confiance dans les pays caractérisés par un niveau de vie élevé. La population vivait dans l'idée que le développement économique après la crise de l'après-guerre enrayerait complètement la pauvreté ou la rendrait acceptable par l'aide de l'État.

En Europe de l'ouest et aux États-Unis l'endettement de l'État est général. De ce fait, il devient dépendant de l'investissement des principaux agents économiques. Cette dépendance va croissant jusqu'à l'assujettissement de l'État.

En effet, l'État ne peut prendre aucune mesure qui risquerait de heurter les principales banques et entreprises dont il dépend. Deux éléments majeurs accélèrent la paupérisation. D'une part, les gouvernements, qui doivent réduire l'accroissement du déficit budgétaire, coupent leurs dépenses et ne peuvent donc plus intervenir face à la pauvreté. D'autre part, les tentatives de solutions des gouvernements ne peuvent aboutir car elles vont à l'encontre des intérêts des principaux agents économiques dont l'État dépend.

Les années 70 sont marquées par la crise, mais la relève des années 80 ne parvient pas à inverser la courbe du chômage qui se stabilise. Dès lors les pays riches sont contraints d'accepter l'existence d'une couche constante de pauvres. Les syndicats ne peuvent pas les prendre en charge car il s'agit là d'une nouvelle pauvreté. En effet, ces personnes sont généralement sans travail et n'appartiennent donc à aucune organisation syndicale. De plus, le nombre et l'influence des

syndicats ne cesse de diminuer dans les années 80. En France, seulement un travailleur sur cinq est syndiqué.

En Europe de l'Ouest, dans les années 90, on assiste à ce qu'on pourrait considérer comme une contre-partie politique de la fin du social, à savoir, une corruptibilité croissante de la vie politique. En règle générale, les valeurs néo-individualistes tendent à prendre le pas sur les intérêts de la collectivité.

Ces intérêts financiers se retrouvent en particulier sur le marché immobilier, surtout à Paris. Une grande partie des logements parisiens sont détenus par quelques agences, banques et grandes entreprises. Ainsi, toutes les tentatives de relogement des sans-abris par le gouvernement se heurtent aux intérêts de ces groupes puissants.

Ce qui augmente encore davantage la tension, c'est l'immigration massive en France d'étrangers, à la recherche d'un niveau de vie meilleur.

Or, dans les années 50-60, même s'il y avait un peu de résistance, ces immigrés ont été acceptés, car ils constituaient une main d'oeuvre bon marché et sans qualification à un moment où la croissance économique en avait besoin. Mais le climat s'est sérieusement tendu lorsqu'une crise économique, comparable à celle des années noires (1929-30) a éclaté dans la deuxième moitié des années 70. La présence des immigrés et surtout leur embauche éventuelle en période de chômage ainsi que le nombre supposé de "clandestins" sont devenus de plus en plus intolérables à une frange autochtone de la population. Certains partis politiques ont exploité et exploitent actuellement cette situation en établissant un lien entre le sentiment d'injustice des Français (sur le marché du travail) et la nécessité de protéger leurs conceptions de la culture française.

A tout cela, il faut rajouter deux éléments nouveaux, caractéristiques de cette situation: d'une part, la durée de la crise, et de l'autre, l'accoutumance reconnue à cette durée, d'où le sentiment d'absence de perspective.

Nous avons étudié ci-dessus les raisons socio-économiques de l'apparition massive des SDF ("sans domicile fixe"). Voyons à présent le processus individuel de "fabrication" d'un SDF. Qu'est-ce qui transforme un homme en SDF? Comment les liens familiaux ont-ils pu se distendre jusqu'à créer un éloignement irréversible de ce que l'on comprend comme une vie normale?

---

<sup>1</sup> Un très grand nombre d'essais aborde cette question, nous nous référons essentiellement à la lecture de Gilles LIPOVETSY: *L'ère du vide*, Paris, 1988.

Comme l'affirme l'abbé Pierre, "il faut trois jours pour fabriquer un clochard à partir de la minute où il quitte son logement. Essayer de dormir sous les ponts, de ne pas vous laver<sup>2</sup> et de ne plus changer de vêtements, pendant trois jours, vous verrez..."

La raison la plus classique de la perte de logement est l'expulsion. Notamment quand l'habitant ne peut plus payer son loyer et ses charges. Cela intervient généralement après une perte d'emploi. Mais bon nombre se retrouvent également dans la rue suite à un abandon de leur logement. C'est alors la fuite d'un abri souvent délabré lorsque la personne est rentrée dans la spirale infernale du manque de confort, du manque d'entretien etc., et que l'endroit est devenu insalubre. L'habitant n'a alors plus le courage de remettre son logement en état. Il fuit.

On peut citer l'exemple de l'îlot Chalon. C'est un quartier de Paris complètement insalubre, sans eau et sans électricité qui a servi de refuge, dans un premier temps, à de nombreux SDF, mais, ce quartier a été également un carrefour pour les trafiquants de drogue et la délinquance. Entre le moment où les autorités ont décidé de "raser" ce quartier et sa destruction effective, six ans se sont écoulés.

Souvent, les SDF ont une famille qui pourrait les héberger, mais ils sont entrés dans une spirale infernale dans laquelle les effets finissent par devenir toujours les causes des effets suivants. Tout cela les entraîne et les éloigne de façon irréversible: ils coupent tous les liens et font le vide autour d'eux. Envahis par les soucis et les problèmes, ils se constituent en un corps doté d'une carapace impénétrable.

Ce cercle vicieux entraîne les SDF en dehors de la société. Sans domicile, sans travail, pas de salaire, pas d'argent, donc pas de logement, etc. Et, lentement, le SDF se sent exclu, il perd toute dignité, se considère inutile, voire gênant et superflu.

Le mode de vie des SDF exclut pratiquement l'établissement d'un système efficace d'entraide et de protection des sans abris par l'État.

La caractéristique même qui cristallise leur statut, c'est à dire leur absence de domicile fixe, rend impossible leur localisation, et donc leur enregistrement, du point de vue du numéro de sécurité sociale, par exemple. Or, faute d'enregistrement, l'État est impuissant à prendre des mesures concrètes et efficaces pour les soutenir.

De plus, les restrictions budgétaires privent l'État de moyens financiers conséquents. Et, des sommes consacrées au soutien des sans abris, une énorme proportion est absorbée par une bureaucratie lourde, incapable de s'adapter aux conditions réelles requises pour une aide

---

<sup>2</sup> Cf. film de AMAR, Denis *L'hiver* 54. 1989.

efficace. L'État ne peut agir que de façon paramétrique et non pas modulariser son aide en fonction des besoins par définition fluctuants des nouveaux déshérités.

Aux difficultés dites "extérieures" ou "objectives" s'ajoute un facteur "interne", notamment celui de la psychologie des SDF. Il y a un élément de base autour duquel se construit toute leur psychologie, la perte de la notion de confiance.

Il voudrait pouvoir vivre dans la rue sans être remarqué par qui que ce soit. Aussi évite-t-il les incidents, afin de ne pas éveiller l'attention des autorités. Il a toujours le sentiment d'être chassé, et c'est pourquoi il n'accepte que rarement et avec méfiance les aides que lui proposent les institutions sociales.

Il faut également prendre en compte leur susceptibilité exacerbée: ils ont certes besoin d'aide, mais ils s'assimilent avec difficulté à des groupes "d'exclus" qui sont, eux, pris en charge par des associations d'entraide, cela les gêne d'être "étiqueté" comme incapables de se débrouiller seuls. Ce dont ils ont besoin avant tout, c'est de retrouver leur dignité.

S'il est très difficile de fournir des données numériques basées sur des statistiques cohérentes, on peut néanmoins se faire une opinion sur le nombre de ces nouveaux exclus par la simple observation des structures d'organisations qu'ils ont eux-mêmes mises en place ainsi que le témoignage du nombre croissant des titres de la presse SDF.

L'État ne peut pas, par essence, représenter les individus en marge de la société. En effet, il est le résultat du pacte par lequel une multitude divisée devient une personne unique.

Dans la société moderne, l'avancement technologique et la complexité d'une organisation à grande échelle créent des conflits entre les besoins de l'individu et ceux de la société. Le progrès technique a entraîné l'irruption de nouveaux outils de travail, tel que l'informatique par exemple, qui exigent l'apprentissage d'un nouveau langage, de nouvelles techniques et une grande capacité d'adaptation.

Ceux qui, dans la société peuvent s'adapter à ce modernisme et savent exploiter ces nouvelles techniques bénéficient d'une grande ascension. En revanche, ceux qui ne comprennent pas bien leur fonctionnement mais sont obligés de s'en servir deviennent des

<sup>3</sup> Il en existe aujourd'hui à peu près 10 titres: MACADAM, SECOURS, etc.

<sup>4</sup> Cette conception de l'État est en accord avec les conceptions françaises en matière de droit constitutionnel. Ainsi, "l'État cherchera également à donner à ses sujets le sentiment d'appartenir à une communauté dont il assumera nécessairement la direction; ce sera la création de la nation." CHANTEBOUT, Bernard: *Droit constitutionnel et science politique* Paris: Economica, 1975.

utilisateurs passifs, incapables de progresser personnellement. Et enfin, la troisième catégorie est celle qui n'a aucun accès aux nouvelles techniques et se trouve ainsi totalement déconnectée. Ne connaissant ni les nouvelles règles ni les nouveaux langages, elle se trouve exclue du progrès. Elle est réduite à effectuer les tâches les plus élémentaires et peu à peu, régresse intellectuellement. C'est ainsi que certains se trouvent exclus d'une société qu'ils ne peuvent plus suivre et dans laquelle ils ne se retrouvent pas. Seuls, comme abandonnés, ils perdent tout, jusqu'à leur identité et leur légitimité. Ils n'ont donc plus aucun moyen de réintégration ni même d'expression dans la société. Ils ne peuvent plus être représentés par l'État.

Face à ce manque, des associations caritatives se sont développées. Ce sont des groupes existant indépendamment de l'État, organisés pour défendre les droits élémentaires des exclus et leur redonner une légitimité. Les membres de ces associations y adhèrent librement.

Les associations caritatives ont une fonction double: d'une part, pour l'individu, elles facilitent l'intégration sociale et l'apprentissage de la vie collective, d'autre part elles permettent une médiation dans la société entre les groupes primaires, c'est à dire les couches les plus basses de la société et l'État, par la création de lieux légitimes d'expression. Il s'agit de lieux de rencontre bien sûr, mais aussi de structures d'écoute où on aide le SDF à s'exprimer, à dire ce qu'il ressent, et à communiquer ensuite avec le reste de la société (par l'intermédiaire des journaux par exemple).

Ces associations sont souvent à l'origine d'un changement social et peuvent avoir une influence sur les décisions politiques, permettant ainsi une redistribution du pouvoir dans la société. Nous pouvons nommer à titre d'exemple le Professeur Jacquard qui participe actuellement activement au soutien des sans abris, au côté de l'association "Agir" notamment. Nous citerons également l'action de l'abbé Pierre. Au cours de l'hiver particulièrement froid de 1954, l'abbé Pierre est intervenu plusieurs fois publiquement pour éveiller les consciences sur l'urgente nécessité de secourir les sans abris. Sa lettre ouverte dans *Le Figaro* au Ministre du Logement a d'abord permis d'alerter les autorités. Son discours sur Radio Luxembourg a ensuite très largement touché les foules qui ont apporté des tonnes de vêtements, couvertures etc. Tout cela a eu des répercussions politiques importantes:

<sup>5</sup> Il est significatif que l'abbé Pierre ait envoyé aux candidats à l'élection présidentielle (avril 1995) un questionnaire au sujet de leur volonté politique d'agir en faveur des SDF.

<sup>6</sup> Cf. *L'hiver 54*. Film de Denis AMAR, 1989.

d'une part la loi sur l'interdiction d'expulsion sans relogement préalable a été votée à l'Assemblée. D'autre part, un budget de 10 millions de francs a été accordé pour la construction de logements d'urgence.

Nous allons d'ailleurs examiner dans le paragraphe ci-dessous le personnage charismatique de l'abbé Pierre et son association Emmaüs.

L'abbé Pierre est de très loin, d'après les sondages, le Français le plus populaire. La "Vox populi" l'a canonisé de son vivant. Voici donc l'abbé Pierre devenu un saint de la société française de la fin du XXème siècle. Voyons donc ce qui touche et plaît chez cet homme depuis plus d'un demi siècle.

Ce qu'on perçoit d'abord de l'abbé Pierre, c'est le mythe. Tous le connaissent avec sa soutane noire, sa barbe chenue, son bâton et ses sandales. Il jouit d'une solide réputation. Moine capucin, il entre dans le clergé séculier et participe à la Résistance, est aumônier de la Marine, député de la Meurthe-et-Moselle. En 1949, il fonde l'association "Emmaüs" qui se voue à la construction d'abris provisoires pour les sans logis, financés par la revente des biens usagés.

La mission de l'abbé Pierre consiste effectivement à réévangéliser les pauvres. C'est sa seule pensée: toucher les classes populaires déchristianisées. Cette population modeste qui, en effet, possédait autrefois une culture religieuse a été isolée dans l'anonymat du monde industriel. Elle a ensuite rejeté en bloc tout ce qu'on a essayé de lui imposer. L'Église est alors apparue à ces couches d'exclus comme un "luxu de riches". Le discours évangélique est devenu irrecevable pour eux car peu adapté à leur situation. Ils ont surtout eu le sentiment d'être des oubliés de tout et ne pouvaient donc plus croire à un discours considéré comme l'instrument d'une institution. La tradition religieuse s'étant ainsi perdue dans ces milieux, certains ont posé la nécessité de mettre en place un nouveau langage pour les "réapprivoiser".

L'action de l'abbé Pierre s'accompagne de celle des prêtres ouvriers, prêtres séculiers ou réguliers qui ont choisi de partager la vie des ouvriers. Lorsque l'abbé Pierre a fondé "Emmaüs", il a choisi de faire de cette association une création d'ordre moral et politique plus qu'une création d'ordre directement religieux.

L'humanitarisme de l'abbé Pierre tente de poser des préambules à la charité, comme si faute d'un minimum de culture morale, l'évangélisation était impossible, et qu'il fallait procéder à une sorte de pré-évangélisation d'un type plus séculier, qui aurait pour effet de rétablir une dignité minimale dans l'existence et une conscience

<sup>7</sup> Cf HUDE, Henri "L'abbé Pierre". *Commentaire*, automne 1994, vol. 17, No 67.

<sup>8</sup> Cf. *Encyclopédie philosophique universelle*. Paris: PUF, 1990. s. v.

minimale des réalités morales qui sont à la base de la convivialité humaine civilisée.

Une telle conception théologique et philosophique nous apporte un éclairage nouveau. Sans action humanitaire centrée sur la défense des droits naturels de l'individu, les exclus de la société sont comme des naufragés à la dérive, oubliés du monde et impossibles à aider.

L'État n'est pas bien placé pour remplir cette tâche car il représente la nation dans son ensemble, et la lourdeur de son administration le rend inapte à traiter les cas individuels.

Quant à l'Église, elle apparaît avant tout comme institution, et peut sembler trop restrictive à une population qui la rejette parce qu'elle se sent ignorée. Ce refus de l'institution ne s'applique pas seulement à l'état et à l'Église mais de façon générale, à toute structure agissant dans un cadre dit traditionnel et, par là même, peu apte à s'adapter à une situation aussi radicalement nouvelle; la réaction des syndicats est ainsi très révélatrice de cette attitude. D'où la nécessité d'associations humanitaires, éventuellement non confessionnelles, pour ramener à une vie normale ceux qui se sont marginalisés jusqu'à se déshumaniser.

Ces associations, outre les aides individuelles précieuses qu'elles leur apportent peuvent les représenter et se battre en leur nom pour faire valoir leurs droits dans la société. Ainsi, par exemple, l'abbé Pierre est-il intervenu politiquement pour influencer le gouvernement et faire voter à l'assemblée une loi contre l'exclusion sans relogement préalable. Ses pressions politiques ont également permis d'octroyer des subventions importantes à l'aide au logement.

Mais surtout, l'essor des associations caritatives sont le signe d'une prise de conscience chez les laïcs, du rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre l'expulsion. Au delà de toute religion, elles contribuent à poser une dimension éthique qui se veut mobilisatrice.

Les associations ont des structures légères, rassemblant des volontaires, et sont donc plus souples pour réagir que les grandes institutions telle que l'Église ou l'État.

## **2.Modification de la distribution des compétences entre l'État et l'Église. Conflits réels et potentiels**

Au Moyen Age, dans la France féodale, l'Église et l'État étaient confondus. L'Église a été reconnue et respectée à partir de la conversion de Clovis I. Au cours des règnes qui ont suivi, l'Église est devenue l'un des soutiens majeurs de l'État. Les conciles réglementaient non seulement



ce qui avait trait à la religion, mais aussi ce qui touchait la vie politique. Il y avait une tradition d'alliance de fait entre l'Église et l'État. En 1516, cette tradition d'union est juridiquement reconnue dans le Concordat de Bologne qui proclame "l'alliance du trône et de l'autel". Cette alliance qui durera plusieurs siècles est à l'origine de nombreuses remises en question de l'Église.

Parmi les trois domaines que couvrait l'Église - administration, éducation et oeuvres caritatives -, c'est l'administration qui a été touchée la première par le mouvement de laïcisation. Les fonctionnaires étaient de plus en plus souvent d'origine laïque. Déjà, du temps de Charlemagne, le pouvoir administratif était partagé entre les laïcs et les ecclésiastiques. La vie sociale et politique étaient gérées par les laïcs, mais aussi par les conciles. L'Église, outre son implication dans les domaines d'ordre religieux, intervenait largement dans l'organisation de la vie publique. Elle détenait des fonctions administratives, et était chargée de l'éducation. C'est ainsi qu'elle a formé les fonctionnaires dans ses propres écoles. Etant au sein de l'administration responsable de la tenue du registre d'état civil, l'Église était un passage obligé pour l'enregistrement des naissances, baptêmes, mariages et décès, ainsi que, bien sûr, pour l'administration des sacrements. Cette responsabilité est demeurée entre ses mains jusque dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans les années 1860; la loi du mariage civil est promulguée. En 1887, l'enterrement civil est autorisé, et en 1889, le divorce.

Dotée d'une fortune colossale et grand propriétaire foncier, l'Église avait, en outre, un impact important sur la gestion des biens. Cette position dominante est à l'origine de ce qui a été compris comme générateur de beaucoup d'abus.

Mais c'est dans le domaine de l'éducation que les conflits ont été les plus violents. En effet, la laïcisation des écoles a fait naître de nombreuses querelles. Tandis que les écoles primaires et secondaires étaient restées dans les mains de l'Église jusqu'au siècle dernier, la laïcisation des universités a débuté dès la fin du Moyen Âge, en commençant par les facultés de médecine et de sciences naturelles.

Les ordres monastiques étaient en charge simultanément de l'éducation et des oeuvres caritatives. C'est la raison pour laquelle l'État s'est attaquée en même temps à ces domaines pour les faire évoluer sous sa propre responsabilité. Ce qui primait pourtant pour l'État, c'était l'éducation. La prise en charge des oeuvres caritatives n'était qu'un phénomène contingent.

---

<sup>9</sup> Cf. BOZSÓKY Pál Gerő: *Az állam és az egyház kapcsolatai Franciaországban.* Újvidék, 1992.

Les premiers changements ont eu lieu pendant la Révolution. A l'époque, l'Église avait notamment par l'intermédiaire de ses ordres monastiques un rôle important auprès des populations vivant en marge de la société: elle tenait des hospices et des hôpitaux, soignait des maladies aussi affreuses que la lèpre.

Une des premières mesures de l'État révolutionnaire fut d'interdire l'existence des ordres religieux. Cela a fatalement entraîné la fermeture des établissements scolaires et de ceux chargés des actions caritatives. De plus, l'État s'est révélé, à l'époque, incapable de reprendre ces services à sa charge. Cela a été lourd de conséquences notamment à propos de l'analphabétisme qui s'est considérablement développé et de la paupérisation, le nombre des misérables a, en effet, triplé.

Lorsque Napoléon est arrivé au pouvoir, il a inversé la tendance en réautorisant l'exercice des ordres religieux. Certes, cette mesure a porté ses fruits. Cependant, au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, par un nouveau mouvement de balancier, la laïcisation s'est renforcée. Enfin, la III<sup>ème</sup> République ne sera basée que sur des règles purement laïques. Dans cet esprit, l'État retire aux écoles libres les droits qui leur avaient été accordées précédemment (1879); il retire ses privilèges en matière d'éducation à l'ordre Jésuite (1880); et il fonde en 1880 la première école laïque pour jeunes filles. L'éducation à l'école primaire est assurée dans des établissements laïcs dès 1882. Et c'est à la fin du siècle que les ordres se voient retirer complètement le droit d'enseigner aussi bien dans les écoles laïques que dans les établissements religieux.

Le terme de laïcité apparaît à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, mais le processus de la laïcisation peut déjà être observé pendant les siècles précédents. La thèse - selon laquelle le droit et l'organisation de la cité sont pensables sans référence à un fondement religieux - prend racine dans les théories politiques classiques du XVII<sup>ème</sup> et du XVIII<sup>ème</sup> siècles, dites théories du contrat. La thèse affirme la distinction entre le politique et le religieux quant au fondement de la cité. L'idée est largement développée et diffusée par la philosophie française des Lumières qui lui donne sa forme moderne: les affaires religieuses sont d'ordre strictement privé. Certes, la laïcité, en tant qu'idée maîtresse des Lumières, s'est répandue partout en Europe, exerçant une influence plus ou moins importante sur l'évolution des différents pays; cependant c'est en France qu'elle aura été la plus développée et la plus influente.

C'est seulement à la fin du siècle dernier<sup>10</sup> que ce processus de laïcisation a donné naissance au terme de "laïcité". C'est une conception

---

<sup>10</sup> La première mention de ce terme est signalée dans le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, en 1884.

et une organisation fondée sur la séparation de l'Église et de l'État, qui exclut les Églises de l'exercice de tout pouvoir politique et administratif, et, en particulier, de l'organisation de l'enseignement.

La laïcité a été le réflexe de défense de la III<sup>ème</sup> République naissante. L'étape décisive de cette histoire est marquée par les grandes lois laïques de Jules Ferry (1881-82).

De nos jours, la question ne peut, en aucun cas, être considérée comme indifférente ou dépassée, vues les passions qu'elle continue de susciter.

Juridiquement, le fait que l'individu est croyant ou non, est une affaire privée. La croyance ne peut être ni objet ni motif de persécution. L'indifférence de l'État à cet égard se traduit juridiquement par le silence de la loi: c'est en ce sens qu'il s'agit d'un domaine privé. Un État laïque ne réclame de ses citoyens aucune espèce de croyance ou d'incroyance: il ne s'avise de l'existence de pratiques religieuses que pour leur réclamer le respect du droit commun et de l'ordre public.

Cependant il y a des domaines où la laïcité ne va pas sans poser des problèmes. Il s'agit de l'éducation et des établissements socio-médicaux. Ainsi, une partie de la société française réclame la présence d'écoles libres même si leur établissement pose parfois des problèmes dans le sens où elles n'offrent pas, par rapport à l'école publique, une chance égale à tous.

Dans certains domaines tels que la santé et la protection sociale, l'État se révèle de plus en plus inefficace et l'Église n'a pas manqué de tirer profit de ces lacunes, pour accroître son rôle et ce, parfois avec le soutien implicite de l'État.

Quant à l'administration, nous voudrions mentionner un seul fait. Il peut exister en matière administrative plusieurs degrés. Ainsi, aux États-Unis, un mariage religieux est validé civilement et ce, de façon automatique; en France, il en va tout autrement et cette validation est exclue. La France consituerait, à cet égard, une forme extrême de laïcité.

Une tendance à la laïcisation peut être observée au cours de l'histoire de tous les pays européens. Cependant certains aspects particuliers à la France caractérisent ce processus.

Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, au Moyen Age, l'État et l'Église étaient complètement confondus. Cette tradition appelée juridiquement "alliance du trône et de l'autel" a eu des conséquences qui ont largement influencé le regard de la société française sur l'Église.

---

<sup>11</sup> Les tentatives d'abrogation de la loi Falloux, en 1993, vont effectivement dans ce sens.

Le gallicanisme<sup>12</sup> a aussi sa part de responsabilité dans la remise en question de l'Église par la société. En effet, l'Église entièrement sous l'emprise de la monarchie, s'est complètement détachée des problèmes sociaux, jusqu'à se dégager des responsabilités qu'elle aurait normalement dû assumer dans la société. Cela a eu pour conséquence un rejet en bloc de l'Église et de la monarchie.

Les encyclopédistes sont à l'origine d'un mouvement profond de remise en question. Ils critiquent aussi bien le bien-fondé et le rôle de l'Église, que ceux de l'État. Ils rejettent d'autre part les rapports de l'Église et de l'État.

La Révolution, qui a prêché les doctrines libérales et anticléricales, a fait tout son possible pour "écraser l'Infâme" et tous ceux qui y étaient liés.

Malgré la stabilité apparente durant la première moitié du XIXème siècle, de nombreux catholiques français ont réclamé un retour à l'Ancien Régime. Ils se sont opposés à l'ordre républicain et ont refusé toute participation active dans les affaires publiques. Dans le même ordre d'idée, l'aveuglement du haut clergé et l'incapacité du régime monarchique issu de l'effondrement de l'empire a eu pour cause la paralysie des mesures sociales.

Le scepticisme accru d'une bonne partie de la population a été à l'origine d'un mouvement de déchristianisation, d'anticléricalisme et de libéralisme de la vie publique.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le parlement prenne des mesures anticléricales et que, dès 1886, l'État ferme 14 mille écoles libres. Léon XIII se distingue par sa lucidité à ce propos. Il proclame, en effet, la neutralité de l'Église à l'égard des différents régimes politiques, et il ordonne au haut clergé de respecter la légitimité de l'État et du régime en place.

Le reproche plus ou moins sévère qui a été fait aux catholiques français est leur penchant affiché pour le royalisme. Les républicains ont donc vu en eux des ennemis potentiels de la République. C'est pourquoi ils ont cherché à éloigner du pouvoir tous ceux qui pouvaient avoir un lien, de près ou de loin, avec l'Église.

<sup>12</sup> "Tendance des États à dominer les Églises et à limiter leur influence par des mesures légales; ce qui caractérise le gallicanisme, ce sont le contrôle a priori qu'il entend exercer sur les Églises et les limitations discriminatoires qu'il impose à leurs activités, selon les modalités diverses. L'État gallican veut, en somme, prévenir toute possibilité de "contestation" de la part des Églises et, au service de cette volonté, il met en oeuvre ses prérogatives de puissance publique." *Grand Larousse universel*. Paris, 1991. s. v.

<sup>13</sup> *Rerum Novarum* Encyclique de Léon XIII. 15 mai 1891.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la France a vécu sur des institutions fortes, liées à la politique de l'État providence: sécurité sociale, puissante législation du travail, solide organisation sociale et administrative. Ces institutions sont actuellement sévèrement mises en cause pour diverses raisons .

D'abord, la mobilité internationale accrue et la multiplicité des échanges a entraîné une compétition qui a remis en cause la localisation des facteurs de production et les institutions en vigueur, dans chaque territoire. Ensuite, on assiste à des évolutions internes qui favorisent la mise en question des institutions. La montée de l'individualisme correspond d'abord à un désir croissant de se prendre en charge, de s'occuper davantage de ses propres affaires, de participer à l'analyse et à la résolution des problèmes qui sont propres à l'individu. Il conduit à remettre en cause les institutions et à s'interroger sur leur capacité ou leur efficacité à résoudre les problèmes qui leur sont confiés.

En même temps, les institutions sont victimes de dysfonctionnements internes dus à un processus naturel de vieillissement, d'isolement et de perte progressive de contact avec la réalité.

Enfin, la satisfaction quant aux services rendus par l'État n'a plus évolué parallèlement à la dépense publique, au contraire. L'État a certainement perdu en légitimité et en efficacité à mesure qu'il a développé son action dans d'autres domaines que ceux qui lui étaient traditionnellement dévolus.

En conclusion, l'État n'est plus le mieux armé pour traiter en profondeur certains problèmes sociaux. Et c'est pour combler cette défaillance croissante qu'une véritable "société civile" s'est constituée, formée d'individus de plus en plus nombreux, disponibles pour une citoyenneté active, au delà de la défense de leurs intérêts personnels immédiats. Leur engagement civique s'exprime hors des circuits ballisés de la citoyenneté instituée. Les restaurants du coeur, Emmaüs, Amnesty international, Sidaction... la liste serait infinie de ces "initiatives citoyennes" qui se portent directement au-devant des grands problèmes de la société et sur lesquels les institutions publiques sont défaillantes.

Les champs d'investissement civique spontanés sont précisément ceux qui relèveraient de la fonction la plus centrale de l'État comme les institutions de représentation: la régulation sociale, et, plus précisément le lissage social .

<sup>14</sup> Cf. MAILLARD, Didier "L'avenir de l'état providence", *Commentaire*, hiver 1993-94. Vol. 16, No 64.

<sup>15</sup> Cf. WORMS, Jean-Pierre "Reconquérir la citoyenneté pour reconstruire l'État", *Esprit*, 1994. No.12.

On peut dire que souterrainement un lien civique se refait au fur et à mesure qu'institutionnellement un lien politique se défait. Ces pratiques civiques se différencient des anciennes formes d'engagement par trois points principaux.

La première caractéristique est la souplesse de ces engagements: des contrats de citoyenneté à objet circonscrit et à durée déterminée. La seconde caractéristique concerne la dimension pragmatique, voire instrumentale de l'engagement. On s'engage pour un résultat attendu et c'est la capacité de l'obtenir qui détermine la nature et la durée de l'engagement. La troisième caractéristique enfin est la volonté de celui qui s'engage à maîtriser personnellement son rapport à l'organisation et la nature de son engagement.

Ces caractéristiques de chaque engagement civique particulier ont des implications sur l'engagement civique en général pour cette nouvelle "citoyenneté active" en émergence.

Beaucoup des configurations précédemment évoquées sont d'essence religieuse. On peut donc très légitimement s'interroger sur les capacités théoriques de l'Église "officielle" à proposer, en matière sociale, des solutions, voire, à poser les bases d'une action.

Dans le document "Gaudium et spes", l'Église se définit à travers ses rapports avec le monde, ses devoirs spécifiques et sa vocation propre. Notons bien que cet écrit témoigne d'une évolution majeure de l'Église. Ce document s'attache particulièrement aux questions sociales. Il reconnaît à chaque individu des droits élémentaires pour la vie en société, tels que notamment le droit de se nourrir, de se vêtir, de se loger, le droit au travail, à l'éducation, à la défense de sa vie privée.

De plus, le concile souligne que la défense des droits élémentaires doit être le souci de la société en général, mais aussi de toute personne qui, possédant ces droits, doit veiller à en faire bénéficier ceux qui en sont privés.

Enfin, le concile reconnaît qu'un individu vivant dans l'extrême nécessité doit pouvoir tirer ses biens fondamentaux de la fortune des autres.

Tandis qu'elle agissait jusqu'alors avec pouvoir et autorité, elle retrouve à partir du concile Vatican II sa vocation de service. Elle passe donc de l'Église autoritaire à l'Église servante.

L'Église ne doit pas se borner à l'attention et au service de ses fidèles, mais elle doit avoir un rôle largement ouvert sur le monde profane. C'est pourquoi l'Église doit remettre en cause son attitude de

---

<sup>16</sup> "Gaudium et Spes." Document du concile Vatican II. 7 décembre 1965.

"je-sais-tout". Elle doit reconnaître qu'elle n'a pas la science infuse et qu'elle ne connaît pas de remèdes miracles à tous les maux. Il lui faut bien peser les arguments avant d'afficher ses positions dans tel ou tel domaine.

Le document rappelle que l'individu et l'Église évoluent toujours dans un environnement politique et social en mouvance. Chacun recevra donc le message de Dieu suivant sa culture et son époque, de façon relativement subjective. Ainsi donc, le message porte l'empreinte d'une certaine culture. D'où la nécessité de bien faire la distinction entre ce qui est transmis par Dieu et ce qui est pure interprétation humaine. Il faut surtout garder un esprit assez ouvert pour ne pas rester figé sur une interprétation et pouvoir faire évoluer sa compréhension du message de l'Évangile.

L'Église catholique et universelle qui peut revendiquer 900 millions de fidèles n'est pas un bloc homogène et elle est traversée, depuis toujours, par des forces centrifuges, des courants de pensée, des groupes de pression, plus difficiles à cerner, en cette fin de siècle, que les dissensions classiques.

Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que la direction actuelle de l'Église semble ne dialoguer qu'en position de force en ce qui concerne les tendances modernistes en son sein. Pourtant, aux lendemains du concile, bien des chrétiens parlent du "peuple de Dieu", de "la liberté des enfants de Dieu". En effet, avant le concile, la responsabilité de l'unité incombait à la Curie romaine, dominée par le Saint-Office, qui imposait sa loi aux quatre coins de la Chrétienté. La messe se déroulait en latin, avec les mêmes mots et gestes, indépendamment du pays, de la langue maternelle et de la culture particulière de la communauté catholique. Le concile a donc été à l'origine d'une sérieuse évolution.

Après la mort de Paul VI, c'est Jean-Paul I puis Jean-Paul II qui ont succédé au trône de Saint Pierre. L'un comme l'autre ont choisi le nom de Jean-Paul pour témoigner de leur désir de continuer dans l'esprit de Jean XXIII et de Paul VI qui ont, l'un commencé, l'autre terminé le concile Vatican II. Pourtant, dès la fin de la papauté de Paul VI, on a ressenti un affaiblissement de l'élan du concile. Face aux dispositions de Jean-Paul II, les critiques augmentent. Nombreux sont les croyants et les non-croyants qui rejettent des décisions qui leur semblent "imposées par le haut". Il ne s'agit pas là toujours de questions de dogme, mais plutôt des positions de l'Église sur les problèmes de la société actuelle (médias, préservatifs, surpopulation, homosexualité, célibat ecclésiastique etc). Ils se sentent obligés de réagir, ne serait-ce que par solidarité, contre ce

qu'ils reconnaissent comme une atteinte à la liberté et à la responsabilité du croyant.

L'autorité de l'Église qui a été très puissante pendant des siècles en Europe est quelque peu abolie. L'Église ne doit pas incarner un pouvoir politique car elle a pour mission de toucher l'individu. En revanche, elle doit rester une autorité morale afin de médiatiser la relation entre Dieu et chaque homme, dans son individualité. La vocation originelle de l'Église consiste à faire connaître et aimer Dieu. Il apparaît exclu qu'une organisation se définissant à travers un dogme immuable soit la mieux à même de remplir cette tâche. C'est pourquoi elle doit suivre le mouvement amorcé par le concile Vatican II qui s'applique à prendre plus largement en compte la liberté et la responsabilité de chaque individu. Les enjeux sont d'autant plus immenses que les ambitions restent limitées; de la part de l'État, comme nous l'avons examiné, qui, pour des raisons économiques, s'éloigne en pratique de ses tâches traditionnelles et de la part de l'Église qui se refuse désormais à accepter un authentique débat sur sa participation à une société réelle bien différente de celle évoquée par ses dogmes.

### **Conclusion**

Nous avons examiné dans notre travail l'origine, le développement et la contextualisation socio-économique d'un élément idéologiquement primordial pour les institutions républicaines françaises.

Une lecture économique de la laïcité nous a semblé pertinente. Nous pouvons citer l'exemple de la loi Falloux qui interdit aux collectivités locales de subventionner les établissements scolaires religieux. Cette loi voulait, à l'origine, préserver l'indépendance de l'enseignement religieux. Pourtant, au fil des années, en privant l'enseignement religieux de subventions, la loi Falloux s'est trouvée devenir, contrairement à ses intentions originelles, un formidable rempart de la laïcité.

Cet exemple illustre bien le fait qu'en dernier ressort les enjeux de la laïcité relèvent de dimensions sociales et économiques. On peut donc penser et cela paraît être vraisemblable que la fin de l'état providence correspondant à l'accroissement de la misère va priver l'État français moderne d'une capacité centenaire et ce au profit de l'Église.

Il semble que d'ores et déjà la renonciation de l'État à la régulation du social fasse de la laïcité une coquille vide. Au même



moment, l'attitude de l'Église est ambiguë. Les possibilités de remise en cause du "dogme" étatique qu'est la laïcité semblent actuellement peu probables vu le retrait des positions de l'Église en matière de société, ce qui constitue une régression par rapport au concile Vatican II. Cependant, dans quelques années, il se peut que les tendances de l'Église en la matière se modifient. Le concile Vatican II constitue la toile de fond de l'activité de l'Église; les principes qui en émanent peuvent être l'objet de résistances diverses, mais pas d'attaques frontales. En d'autres termes, il est tout à fait concevable que l'Église de demain se retrouve sur le chemin ouvert par le concile. Ce concile est, en ce qui concerne le rôle social de l'Église, le moyen, semble-t-il, unique par lequel l'Église pourra conserver un rôle d'importance dans la société et ce par la réinterprétation du statut des laïcs et de la laïcité.